



**RAPPORT FINAL DE LA REUNION CONSTITUTIVE DU RESEAU DE FONDATIONS
ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE POUR LA PROMOTION
D'UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE**

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

20-21 SEPTEMBRE 2013

REUNION CONSTITUTIVE DU RESEAU DE FONDATIONS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE POUR LA PROMOTION D'UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE

RAPPORT FINAL

Du 20 au 21 septembre 2013 s'est tenue au siège de l'Union africaine à Addis- Abeba, en Ethiopie, la réunion constitutive du réseau de fondations et institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique.

Vingt-six organisations africaines et non-africaines ont répondu favorablement à l'invitation conjointe de l'UNESCO et de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, en vue de définir une vision similaire et une approche convergente sur les moyens de construire une culture de la paix, au plan national et international.

La réunion s'est tenue sur deux journées. La journée du 20 septembre a été consacrée à la séance inaugurale, à la présentation des organisations, « membres fondateurs », et à l'adoption du communiqué de création du réseau. La journée du 21 septembre a été réservée à la définition des axes de coopération et de recherche.

La séance inaugurale

La séance inaugurale a été marquée par quatre allocutions et un message.

Prenant le premier la parole, M. Vincenzo Fazzino, Spécialiste principal du programme au Département Afrique de l'UNESCO, a salué et remercié tous les participants. Il a indiqué que vingt-six organisations avaient répondu favorablement à l'invitation de l'UNESCO et de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, et que huit autres ont souhaité être associées au projet, mais n'ont pu faire le déplacement à Addis-Abeba.

A son tour, M. Jean-Noël Loucou s'est exprimé au nom de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix. Après avoir remercié les autorités éthiopiennes, l'Union africaine, l'UNESCO et tous les participants, il a rappelé l'importance de la réunion qui permettra de tracer les contours de la promotion d'une culture de la paix en Afrique. Il s'agira, a-t-il poursuivi, de mettre en commun les efforts et les ressources au sein d'un réseau pour définir des stratégies, élaborer des programmes de formation à la paix, mener des campagnes de sensibilisation et de mobilisation, en droite ligne avec le Plan d'action de Luanda. Il a conclu son propos en réitérant l'engagement de la Fondation Félix Houphouët-Boigny dans la mise en œuvre du projet de réseau.

M. Federico Mayor, ancien directeur général de l'UNESCO et Président de la « *Fundacion Cultura de Paz* », indisponible pour raisons de santé, a fait parvenir un message vidéo, dans lequel il apporte son soutien au projet de création du réseau.

Son Excellence M. l'Ambassadeur Olawale I. Maiyegun, représentant la Commission de l'Union africaine, a axé son intervention sur le thème du panafricanisme et de la renaissance africaine. Il faut assurer, a-t-il insisté, le développement africain et restaurer la gloire du continent, par l'utilisation du plan stratégique de la Commission de l'Union africaine. Il a conclu sur la nécessité de continuer à faire le plaidoyer pour la paix.

M. Firmin Edouard Matoko, directeur du Bureau de liaison de l'UNESCO avec la CUA et la CEA représentant en Ethiopie, a clos la série des allocutions. Il a d'abord excusé la Sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'Afrique, Mme Lalla Aicha Ben Barka, pour son empêchement, puis adressé les remerciements de la directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova. Il a rappelé les résultats du Forum panafricain de Luanda et la nécessité d'une mobilisation de tous les partenaires. L'Union africaine a, en coopération avec l'UNESCO, lancé une campagne sur le thème « Agissons pour la paix » quidevrait être le point de départ d'un mouvement de grande ampleur pour la culture de la paix et la renaissance africaine.

La séance inaugurale s'est achevée par une photo de famille de tous les participants sur le perron de la grande salle de conférence de l'Union africaine.

La présentation des organisations « Membres Fondateurs »

Sous la présidence de MM. Vincenzo Fazzino (UNESCO Paris), Jean-Noël Loucou (Fondation F. Houphouët-Boigny), Firmin Matoko (UNESCO Addis Abeba) et de Mme Aissatou Hayatou (Commission de l'Union africaine), les travaux de la réunion constitutive du Réseau ont commencé, après la pause consécutive à la séance inaugurale, par la présentation des organisations « Membres Fondateurs ». Tour à tour, vingt-six (26) organisations ont précisé leurs objectifs et missions, leurs activités et projets, et leurs raisons de participer au Réseau.

La **Fondation Agostinho Neto** a été présentée par sa présidente Mme Maria Eugenia Neto, veuve du premier président de l'Angola. Créée le 4 septembre 2006, elle a été reconnue d'utilité publique le 25 mars 2009. Elle a pour objectifs:

- La promotion de la recherche et divulgation de la vie et de l'œuvre du Dr. Agostino Neto,
- La promotion d'activités pour améliorer le bien-être et la condition des Angolais,
- La promotion de l'éducation, de la science, de la technologie et de la culture pour encourager la création et l'innovation, ainsi que la recherche scientifique et technologique,
- La promotion d'activités qui aident le développement humain de l'Angola,
- La promotion et la protection des droits de l'homme.

Depuis sa création, la Fondation Neto a publié des livres, des CD, des DVD sur la vie et l'œuvre d'A. Neto, et, plus récemment, son dossier (5 volumes de documents) conservé aux Archives de la police politique portugaise (PIDE-DGS). Elle fait aussi la collecte de témoignages nationaux ou internationaux sur A. Neto. Elle participe à la gestion des centres culturels Neto dans tout le pays, aux activités socioculturelles et patriotiques, ainsi qu'à la formation professionnelle et à l'alphabétisation. Elle collabore au Prix littéraire Sagrada Esperanca (Espérance sacrée, titre d'un recueil de poèmes du Dr. Neto).

La **Fondation Eduardo Dos Santos** est également une institution privée angolaise qui porte le nom de l'actuel président de l'Angola. Selon son directeur, M. Joao de Deus Gomes Pereira, elle a pour domaine d'activités, l'éducation, la santé et la culture. Elle fait aussi des recherches sur l'histoire de l'Angola et décerne des prix pour l'éducation, la santé et la culture. Son adhésion au Réseau lui permettra de nouer des partenariats dans ses domaines d'activités prioritaires.

Le **Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA)** qui a son siège à Ouagadougou, au Burkina Faso, est une institution spécialisée de l'Union africaine et un centre de catégorie 2 de l'UNESCO. Pour sa coordonnatrice, Mme Yvette Dembélé, l'objectif essentiel est de promouvoir l'éducation des filles et des femmes, en vue de leur pleine participation à l'élimination de la pauvreté, à l'avènement d'un monde de paix pour un développement humain durable. Le centre a pour principales activités : le plaidoyer et le lobbying, les études, productions et publications, les séminaires, ateliers et formations, la participation à des partenariats. Sa participation au Réseau permettra de mener en coopération ses projets en cours sur le renforcement des capacités des jeunes en entrepreneuriat social et promotion de la culture de la paix, sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Le **Centre international de recherche et de documentation sur les traditions et les langues africaines (CERDOTOLA)** qui a son siège au Cameroun, a été créé le 25 août 1977 comme centre régional pour la recherche sur les traditions orales et le développement des langues africaines. Il est devenu centre international depuis le 10 décembre 2010 et regroupe six pays de l'Afrique centrale (Burundi, Cameroun, Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad). Il s'attelle à la collecte, la conservation, la promotion, le développement et la diffusion des langues et traditions orales d'Afrique. Son secrétaire exécutif, le Professeur Charles Binam Bikoi, souhaite que le réseau en voie de création permette d'atteindre l'objectif prioritaire de promotion de l'homme africain dans sa culture.

L'Institut de l'Afrique de l'Ouest (IAO/WAI) a été présenté par sa directrice générale, Mme Djenéba Traoré. C'est un Think Tank dédié à l'intégration régionale et aux transformations sociales. Il a été créé en octobre 2010 à l'initiative de l'UNESCO, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), du Gouvernement du Cap-Vert et du Groupe Ecobank. Son siège est à Praia, la capitale de la République du Cap-Vert. L'IAO est l'unique institution de recherche en Afrique de l'Ouest exclusivement dédiée à l'intégration régionale. Il a pour missions essentielles de promouvoir le savoir sur l'intégration régionale, d'animer une plateforme de dialogue, de rencontres et d'échanges sur l'intégration régionale, de former une nouvelle génération d'élites sur l'intégration régionale et de négocier un partenariat stratégique avec les institutions similaires. Il a déjà obtenu comme résultats majeurs : des recherches innovantes sur l'intégration, un site web opérationnel, la signature de trois partenariats stratégiques avec l'Université de Bonn en Allemagne, l'Université de Coimbra au Portugal et l'OSIWA (*Open Society Initiative for West Africa*).

La **Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix**, représentée par son secrétaire général adjoint, M. Jean-Noël Loucou, est une institution privée à vocation internationale et reconnue d'utilité publique, qui a été créée le 10 novembre 1973. Elle a son siège à Yamoussoukro,

capitale politique de la Côte d'Ivoire et une annexe dans la capitale économique, Abidjan. Elle se propose de diffuser le message de Félix Houphouët-Boigny, premier président de la République ivoirienne aux générations présentes et futures, de faire connaître son œuvre, sa pensée politique et philosophique fondée sur la quête permanente de la paix. Elle a pour objectifs:

- De contribuer à la recherche, à la sauvegarde, au maintien et à la promotion de la paix en Afrique et dans le monde, dans l'esprit de l'Acte constitutif de l'UNESCO et de la Charte des Nations Unies ;
- D'être un centre de réflexion et de recherche sur la paix et de contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire des peuples africains et de leur lutte pour la liberté et la justice ;
- D'être un lieu d'échanges, de dialogue, de conciliation et de fraternité humaine.

Un secrétariat général coordonne toutes les activités, notamment celles des deux départements de recherche : le département de la recherche de la paix et le département des recherches historiques qui organisent des activités scientifiques, pédagogiques et culturelles. La Fondation est en partenariat avec l'UNESCO qui décerne annuellement le prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, ainsi qu'avec l'ISESCO pour la mise en place d'un centre régional de formation à la paix. Elle assure, dans toutes les régions de Côte d'Ivoire, des formations à la culture de la paix, à la citoyenneté et à la démocratie. Elle dispose d'un centre international de documentation, consultable à distance via son site web. Elle publie des ouvrages, une newsletter et une revue académique, Dialogue et Paix. Sa participation au Réseau contribuera au développement des activités de formation à la paix et au renforcement des mécanismes et établissements de la paix.

La Chaire UNESCO pour la culture de la Paix de Côte d'Ivoire est dirigée par le professeur Gérard Lezou Dago. Elle a été créée le 5 décembre 1997 par la signature d'une convention d'établissement avec l'Université de Cocody (aujourd'hui Université Félix Houphouët-Boigny). Elle est en activité depuis 1999. Elle se consacre à la formation et à la recherche dans les domaines des sciences juridiques, politiques et de l'administration, de la culture de la paix, de l'action humanitaire. Elle offre des formations diplômantes (Masters et doctorat) et des formations qualifiantes. Elle assure aussi la gestion des projets humanitaires et des missions de médiation en milieu rural. En adhérant au Réseau, elle compte réaliser en partenariat des recherches innovantes. Elle propose déjà un projet de recherche-action sur les mécanismes endogènes de gestion et de résolution des conflits en Afrique, et un concours panafricain de médiation des conflits en milieu scolaire et universitaire.

Le Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de paix dans la région des Grands Lacs est basé en République démocratique du Congo. Selon sa directrice, Mme Monique Kapuwa Kande, le centre a pour objectifs prioritaires : la réflexion sur la paix et le genre dans la région des Grands Lacs, la documentation, le réseautage, le partenariat. Il a déjà publié des études sur les violences faites aux femmes, sur leur implication dans les conflits dans les Grands Lacs. L'adhésion au Réseau permettra de développer le volet partenariat du centre.

La Chaire UNESCO pour la culture de la paix, le règlement des conflits, les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance, de la République démocratique du Congo, a été créée en 2001, après les guerres des années 1996. Elle a pour titulaire, le Professeur Anicet Assindié Mungala, qui est le délégué général de la Chaire UNESCO pour l'Afrique centrale et les Etats de la

SADC. Elle a des antennes à Bangui, Douala, N'Djamena, Bukavu et Lubumbashi. Elle propose des cours pratiques de 35 heures hebdomadaires, des formations de troisième cycle. Son statut sous-régional la prédispose au partenariat que propose le Réseau.

Le **Centre régional du Caire pour la résolution des conflits et le maintien de la paix en Afrique/Cairo Regional Center for Training on Conflict Resolution and Peace Keeping in Africa**, créé en 1984, est dirigé par l'Ambassadeur Wael Naggar. Ce centre dispense des cours en genre, paix et sécurité et propose des formations pour les forces africaines de maintien de la paix. Pour le Réseau, il suggère un programme harmonisé d'éducation à la paix.

L'Institut pour la paix et les études de sécurité (IPSS) dépend de l'Université d'Addis-Abeba. Sa représentative, Mme Tigist Yeshiwas Engdaw, précise que l'institut a une expertise avérée dans le domaine de la vie sociopolitique, de la démocratie et des droits de l'homme. Il conduit différents programmes de recherche sur la paix et la sécurité, avec notamment des projets en cours sur le Sud-Soudan et la Somalie.

L'Institut pour les études de sécurité/ Institute for Security Studie (ISS) a son siège en Ethiopie, mais n'est pas une institution éthiopienne, comme le précise son directeur, S.E.M. l'ambassadeur Olusegun Akinsanya. Il a pour mission essentielle d'aider les hommes politiques africains dans la recherche de la paix. Il propose également d'impliquer les jeunes et le secteur privé, et de diffuser les travaux de recherche sur la paix. L'adhésion au Réseau permettra de tisser des partenariats pour répondre aux défis africains.

L'Université de la Paix a son siège au Costa Rica. Un Programme africain a été mis en œuvre depuis 2002 et localisé en Ethiopie sous la direction du Dr. Jean Bosco Butera. Il concerne vingt-six institutions universitaires africaines. Il propose des formations au niveau Master et bientôt au niveau Doctorat. Un journal, intitulé Paix et Sécurité, rend compte des recherches.

La **Fondation Omar Bongo Ondimba pour la paix, la science et l'environnement** est une institution privée reconnue d'utilité publique, dont le siège est à Libreville au Gabon. Elle a été créée en 2009 pour pérenniser la philosophie du dialogue et de paix du premier président de la République gabonaise. Pour sa directrice exécutive, Mme Florence Yélé, la fondation promeut aussi la science, la technique et la technologie, et décerne un prix annuel pour la recherche scientifique et technologique. Elle se propose de réunir en 2014 tous les clubs UNESCO africains et de créer un Prix Jeunesse et Culture de la Paix.

Le **Centre Ouest-Africain pour les Etudes sur la Paix/West Africa Center for Peace Studies (WACPS)** a été créé en 2004. Son siège est à Accra au Ghana. Selon son directeur exécutif, M. Erasmus Ndemole Migyikra, le centre assure la recherche, le plaidoyer, la formation pour promouvoir les études sur la paix, les droits humains, le genre, la diplomatie, la sécurité et la stratégie, le droit international, le développement et les études africaines. Il collabore avec des organisations variées, comme les groupes communautaires, les organisations de la société civile, les ONG, les institutions de recherche et les universités. En adhérant au Réseau, le centre espère participer à des projets communs de recherche, à des échanges d'idées et d'expériences pour la promotion de la paix et de la sécurité.

La **Chaire UNESCO pour la culture de la paix et le développement durable de l'université de Florence** est dirigée par le professeur Paolo Orefice. Elle conduit une recherche participative sur la paix et le développement. Elle mène trois types d'activités : la recherche, la formation et la coopération. Elle valorise le patrimoine immatériel des cultures, les savoirs des communautés. Elle a pour domaine d'études l'Amérique latine (Chili, Guatemala, Brésil). Elle publie des ouvrages, notamment des e-books dans la série Chaire UNESCO des Editions de l'Université de Florence. En adhérant au Réseau, elle compte partager une communauté de pratiques.

Le **Centre africain pour l'orientation, le conseil et le développement de la jeunesse/Guidance, Counselling and Youth Development Centre for Africa (GCYDCA)** a été créé par les ministres africains de l'Education. Il est dirigé par le Professeur Félix Sixpence et est basé au Malawi. Il assure l'encadrement des jeunes, leur formation à l'entrepreneuriat et à la culture de la paix. Il publie un journal qui rend compte de ses activités.

La **Chaire UNESCO pour la promotion de la paix et des droits de l'homme de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako (USPJB)** au Mali a été officiellement créée le 25 janvier 2006. Elle est dirigée par le Professeur Ibrahim Albarka Traoré. Elle a pour mission de « promouvoir un système intégré d'activités de recherche, de formation, d'information, de documentation en matière de culture de la paix et des droits de l'homme, ainsi que de démocratie et de tolérance ». Elle a pour publics cibles tous les groupes sociaux, mais plus particulièrement les jeunes universitaires, décideurs de demain. Elle organise des conférences, séminaires et colloques dans tous les chefs-lieux des régions, y compris le nord du Mali en plein conflit armé. Sa participation au Réseau s'inscrit dans sa politique de coopération et de partenariat déjà mise en œuvre avec les autres Chaires UNESCO, les universités et les associations pour la promotion de la culture de la paix et des droits de l'homme.

La présentation des fondations et des institutions s'est poursuivie lors de la séance de l'après-midi.

Ainsi M. Lupwishi Mbuyamba a présenté **l'Observatoire des Politiques Culturelles en Afrique/Observatory of Cultural Policies in Africa (OCPA)** qui a son siège au Mozambique. Cet organisme a le soutien de l'UNESCO, de l'Union africaine et de la Fondation Ford à ses débuts. Il a pour domaines d'activités la santé, la lutte contre la pauvreté, la paix et la gouvernance. Il axe ses recherches sur les racines socioculturelles de la violence et les ressorts de la tradition. En adhérant au Réseau, il propose de privilégier la culture comme ressort pour la promotion de la paix.

Dr. Eselebor A. Willie représente la **Société pour les études et les méthodes pour la paix/Society for Peace Studies and Practice (SPSP)** dont il est le président national. Cette organisation non gouvernementale qui a son administration à Ibadan et son siège à Abuja au Nigeria, a pour objectifs :

- De promouvoir la culture de la paix ;
- De faciliter la collaboration entre les universitaires, les hommes de terrain ;
- D'instaurer et renforcer le cadre structurel et institutionnel pour coordonner les activités de SPSP à tous les niveaux.

Elle tient une conférence annuelle, mène des études de terrain et publie des ouvrages. Elle a déjà produit un manuel sur les méthodes traditionnelles de résolution des conflits, édité par l'Université d'Ibadan.

Le **Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)** a été présenté par son ancienne présidente, la Professeure Zenebeworke Tadesse. Il a été créé en 1973 et a son siège à Dakar au Sénégal. Il a pour principaux objectifs la facilitation de la recherche multidisciplinaire, la promotion de publications issues de la recherche, le renforcement des compétences des chercheurs africains de tous niveaux, la promotion du principe de liberté académique. Le CODESRIA mène, entre autres, des recherches sur les causes profondes des conflits et sur la reconstruction post-conflit. Il propose des ateliers pour renforcer les capacités de recherche des jeunes. Il a mis en place, un institut sur la gouvernance, un institut du genre et un institut des jeunes. Il publie des livres, revues, monographies et documents de travail sur ses domaines de recherche en quatre langues (anglais, arabe, français, portugais). Sa participation au Réseau correspond à ses objectifs de création de multiples formes d'échanges et d'informations entre chercheurs africains.

L'Association Femmes Africa Solidarité (FAS) était représentée par Mme Victoria Luyima, en lieu et place de sa présidente en exercice Mme Bineta Diop empêchée. Elle a été créée en 1966 à Genève en Suisse. Elle repose sur deux piliers : l'autonomisation des femmes et le plaidoyer en faveur des lois, des programmes pour la promotion des femmes. Elle a contribué à l'élaboration de plans régionaux dans la Mano River, et dans les Grands Lacs. Elle coopère avec plusieurs organisations de femmes. Le Réseau en création sera utile en matière d'information, de diffusion, de partenariat.

La **Chaire UNESCO Oliver Tambo de l'université de Fort Hare en Afrique du Sud** tient son nom d'Oliver Reginald Tambo, l'un des intellectuels les plus renommés en Afrique du Sud et architecte de la fin de l'Apartheid dans le pays. Elle est dirigée par le Professeur Nasila S. Rembe qui a déclaré que la Chaire est active dans l'éducation et la sensibilisation aux Droits de l'Homme, et dans le renforcement des compétences des fonctionnaires, notamment en ce qui concerne la promotion et la protection des Droits de l'Homme. La Chaire organise et participe également à de nombreux ateliers locaux, régionaux et internationaux et est très active dans le fonctionnement du réseau des Chaires UNESCO, à tel point qu'elle a obtenu le Prix UNITWIN/UNESCO en 2002. Elle a déjà connu une expérience de mise en réseau qui a malheureusement tourné court et souhaite que cette nouvelle initiative soit plus heureuse et qu'elle reçoive le soutien de l'UNESCO et des gouvernements africains.

Le **Centre d'études sur la paix et le développement/Center for Peace and Development Studies (CPDS) relève de l'Université de Juba**, au Sud Soudan. Il avait été délocalisé à Khartoum jusqu'en 2010 à cause de la guerre. Selon son directeur, Dr. Leben Nelson Moro, il assure des formations au niveau Master et Doctorat. Les principaux thèmes de recherche portent sur les jeunes et la violence, les frontières, les identités et les conflits, les rapatriés de guerre. En adhérant au Réseau, le centre pourra participer à des programmes de recherche communs et renforcer les capacités de ses membres.

L'**Institut de recherche sur la paix/Peace Research Institute (PRI)** dépend de l'Université de Khartoum, au Soudan. Son directeur, Dr. Manzoul Assal, précise que leurs recherches portent sur toutes les questions de la paix. Plusieurs études et rapports ont été déjà produits sur ces questions. En adhérant au Réseau, l'Institut apportera son expérience sur les problèmes de la guerre et de la paix qui ont fortement affecté l'histoire contemporaine du Soudan.

La **Fondation Pax Africana** qui a son siège à Lomé au Togo, était représentée par M. Badabadi Kerezoué. Elle a pour domaines d'activités les problèmes de la paix, du développement et de l'intégration du continent africain. M. Kerezoué a lu un message de remerciement et de soutien de M. Edem Kodjo, président de cette fondation.

Trois organismes de l'UNESCO ont été brièvement présentés par leurs responsables. M. Arnaldo Nhavoto a parlé de l'**Institut de renforcement des capacités humaines** créé en 1999 et classé association de catégorie 1 de l'UNESCO. M. Michael Croft a présenté le **Bureau régional UNESCO de Nairobi** et insisté sur l'importance de la culture. Mme Séraphine Toé dirige le **Bureau de liaison des Nations Unies** auprès de l'Union africaine qui concourt avec l'UA à la résolution des conflits.

Le débat a enfin porté sur le projet de Communiqué final de la réunion de création du Réseau de Fondations et Instituts de recherche pour la promotion d'une culture de la paix. La dénomination du Réseau, la nature des membres, les méthodes de travail et la présidence honoraire ont été débattues. L'accord s'est fait sur le projet, à quelques amendements près (cf. le Communiqué final). Le secrétariat provisoire mis en place devra étudier toutes les questions soulevées lors du débat et faire des propositions.

La définition des axes de coopération et de recherche

La séance du 21 septembre 2013 a été consacrée à la définition des axes de coopération et de recherche des membres du Réseau. Elle était présidée par M. Jean-Noël Loucou, de la Fondation Félix Houphouët-Boigny, assisté de M. Vincenzo Fazzino, du Département Afrique de l'UNESCO. Elle a enregistré la présence de vingt-trois (23) participants.

L'ordre du jour portait sur deux points : l'identification de thèmes prioritaires de recherche et la proposition de programmes conjoints.

La séance s'est ouverte par une minute de silence à la mémoire des victimes des guerres dans le monde. Puis M. Fazzino a donné lecture du message de la directrice générale de l'UNESCO à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix.

Le président de séance a proposé que les thèmes de recherche s'appuient sur les priorités dégagées par le Plan d'action de Luanda, un tour de table permettant de préciser les points de vue des participants.

Pour M. Tindy-Poaty, Secrétaire Général de la **Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO**, le président de séance n'a pas à proposer de nouveaux thèmes puisque le Plan d'Action de Luanda les a tous définis. Le Professeur Mungala, de la **Chaire UNESCO de la République démocratique du Congo**, a suggéré de s'en tenir au point 4-1 du Plan d'action de Luanda qui a pour objectif de

« créer un Mouvement continental et durable en faveur de la paix, capable de mobiliser les Etats africains, le secteur privé, les artistes et leaders africains, les organisations internationales et les acteurs du développement régional ainsi que les ONG et les associations de terrain ».

Pour le Professeur Nasila Rembe, le Plan d'Action de Luanda n'est pas exhaustif. Il ne définit pas le concept de culture de la paix et n'en indique pas la spécificité africaine. Il ne prend pas en compte des questions aussi essentielles que la justice sociale, la bonne gouvernance et la démocratie. Le Professeur Rembe a donc proposé de retenir ces thèmes prioritaires et de les décliner en thèmes secondaires.

Le Professeur Gérard Lezou, de la **Chaire UNESCO de Côte d'Ivoire**, a suggéré que chacune des organisations membres du Réseau choisisse, selon sa spécialité, une des thématiques définies par le Plan d'Action et se fédère à d'autres pour la traiter. Il est ainsi possible de choisir un des axes du Plan d'action et faire un appel à manifestation d'intérêt.

Pour le Professeur Paolo Orefice, de la **Chaire UNESCO Transdisciplinaire de l'Université de Florence**, le contenu est déjà disponible avec les quatre programmes du Plan d'action. La question est de savoir comment les mettre en œuvre. Cela peut être fait par la formation, la recherche et la coopération, mais aussi la recherche-action participative qu'utilise la Chaire UNESCO de Florence, qui se met par ailleurs à la disposition du Réseau pour mettre en place une communauté de pratiques.

Le Dr. Eselebor Willie, de la « **Society For Peace studies And Practice** » du **Nigeria**, a d'abord déploré l'absence à cette réunion d'acteurs majeurs comme les universités et les jeunes. Il s'est ensuite interrogé sur le rôle des fondations et sur la définition des priorités et a suggéré de consolider le Plan d'Action de Luanda en y adjoignant les thèmes omis, et de s'inspirer des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) qui comportent un agenda avec des objectifs.

M. Kouassi Malanhouan, de la **Chaire UNESCO de Côte d'Ivoire**, a insisté sur l'approche méthodologique qui permet de définir une vision, des objectifs, des axes prioritaires de recherche-action.

Dr. Leben Nelson Moro, du « **Center for Peace and Development Studies** » du Sud Soudan, a suggéré de prendre en compte les thèmes de l'identité, du tribalisme, de la religion, et du changement des mentalités pour une culture de la paix.

Pour le Professeur Giovanna Del Gobbo, de la **Chaire UNESCO Transdisciplinaire de Florence**, il y a un lien évident entre la définition de la culture de la paix et la méthodologie tout comme il faut une recherche-action pour définir les bonnes pratiques et opérationnaliser la culture de la paix.

Faisant la synthèse des débats, le président de séance a précisé que les travaux se situent en droite ligne avec le Plan d'action de Luanda. La culture de la paix a été définie depuis une vingtaine d'années par l'UNESCO et n'avait plus à l'être mais le Réseau a bien sûr toute latitude pour définir de nouveaux thèmes de recherche. C'est précisément le but de cette séance de travail. Il convient donc de passer aux propositions concrètes.

Trois propositions ont été faites par les Chaires UNESCO de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody et de l'Université de Florence, et par la Fondation Omar Bongo Ondimba.

Le Professeur Lezou, de la **Chaire UNESCO de Côte d'Ivoire** a fait deux propositions. La première est un projet de recherche-action sur les méthodes endogènes de prévention et de résolution des conflits en Afrique. Ce projet panafricain se déroulera sur le territoire des 55 Etats de l'Union africaine répartis en cinq zones stratégiques que sont l'Afrique du Nord, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Il devra mobiliser les ressources financières pour appuyer les recherches entreprises par les enseignants-chercheurs, les chercheurs et les doctorants. Le critère retenu est celui de 11 chercheurs par zone, soit un total de 55 personnes. Les résultats attendus sont les suivants :

- Les bonnes pratiques d'application des mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits sont répertoriées et connues ;
- Des moyens de diffusion à large échelle des mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits sont disponibles ;
- Les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits sont effectivement utilisés par les populations africaines.

La deuxième proposition avait déjà été présentée la veille lors de la réunion constitutive du Réseau. Elle a trait à l'institution d'un concours panafricain de médiation des conflits en milieux scolaire et universitaire.

Le Professeur Paolo Orefice, de la **Chaire UNESCO Transdisciplinaire de l'Université de Florence**, propose de mettre en place une communauté de pratiques fondée sur une approche transdisciplinaire et une recherche-action participative. La méthodologie de la recherche-action s'articule autour de la problématisation, de l'analyse empirique et disciplinaire, de la formulation des hypothèses, de l'évaluation et de la modélisation. Le menu du site de la communauté comporte le projet, le réseau, les participants, les activités (forum de discussion, ateliers), les documents (tous les documents qui seront produits).

Cette proposition a suscité un large débat. Ainsi pour le Dr. Willie, il faut privilégier la méthode qualitative et non la méthode quantitative, remplacer l'analyse empirique par la méthode expérimentale. Il ajoute que l'existence du site de cette communauté de pratiques ne devrait pas empêcher la création d'un site Web propre au Réseau. Pour Mme Traoré, il faut fixer un délai pour créer ce site et trouver des bonnes volontés pour le faire. Cela pose le problème de la mobilisation des fonds pour toutes les activités du Réseau. Le Dr. Willie a également suggéré de prévoir un financement durable, des cotisations annuelles, et des activités génératrices de revenus. Quant au professeur Rembe, il a proposé de solliciter l'Union africaine, l'UNESCO et d'autres organisations.

La dernière proposition a été présentée par Mme Florence Yélé, de la **Fondation Omar Bongo Ondimba**. Celle-ci organisera en juin 2014 un forum régional sur le thème : « La jeunesse africaine face aux défis d'une culture de la paix ». Ce forum réunira les Clubs UNESCO d'Afrique, les Commissions nationales UNESCO, les Conseils nationaux de la Jeunesse et les Ecoles associées. Les

résultats attendus devraient être la création d'un réseau panafricain de la jeunesse, et d'un prix de la jeunesse pour une culture de la paix.

Lors du débat qui a suivi cette présentation, certains participants comme M. Wael Naggar, se sont interrogés sur l'opportunité de créer un autre réseau aussi rapidement après le lancement du Réseau des fondations. Pour le Professeur Sixpence, ce Réseau doit exister, il doit être fait par les jeunes et pour les jeunes.

A la fin des travaux de cette deuxième journée, les participants ont adopté et signé un Communiqué dans lequel ils prennent l'engagement solennel de créer le RESEAU DE FONDATIONS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE POUR LA PROMOTION D'UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE.

Ils décident également de créer un Secrétariat provisoire ayant pour mandat d'élaborer le Rapport de la réunion de création du réseau, d'étudier les statuts juridiques appropriés, et de préparer la première réunion d'installation du réseau .

Enfin, le Secrétariat provisoire devra faire des propositions sur toutes les questions abordées et les soumettre aux membres du Réseau. Les trois projets présentés sont retenus, avec l'obligation de faire parvenir dans les meilleurs délais les textes définitifs qui seront transmis à tout le Réseau par les bons soins du Secrétariat provisoire.

Les membres du Réseau doivent faire parvenir les textes de présentation de leur organisation au Secrétariat pour la rédaction du rapport final de la réunion constitutive. Ils peuvent également élaborer d'autres projets de recherche, et proposer d'autres fondations et institutions de recherche

LE RAPPORTEUR GENERAL

JEAN-NOEL LOUCOU

FONDATION FELIX HOUPHOUET-BOIGNY

POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX

COMMUNIQUE FINAL

**COMMUNIQUE RELATIF A LA CREATION DU
RESEAU DE FONDATIONS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE
POUR LA PROMOTION D'UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE**

Nous, Participants à la réunion de création du réseau des Fondations et Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique, tenue à Addis Abeba (Ethiopie) le 20 septembre 2013 :

- **Réaffirmant** notre attachement à l'Acte constitutif de l'UNESCO et à l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA)
- **Conscients** de la nécessité d'une approche holistique sur les moyens de promouvoir une culture de la paix en Afrique
- **Affirmant** notre volonté de contribuer à la mise en œuvre du « Plan d'action en faveur d'une culture de la paix » adopté à Luanda (Angola), lors du Forum panafricain « Sources et ressources pour une culture de la paix (mars 2013) »

Prenons l'engagement solennel de créer le RESEAU DE FONDATIONS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE POUR LA PROMOTION D'UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE, afin d'atteindre les objectifs suivants:

- Coordonner nos actions respectives afin d'assurer une vision et des pratiques communes et une mutualisation des ressources et des moyens d'action ;
- Donner une meilleure visibilité de nos organisations et de nos activités auprès des citoyens et des institutions nationales et internationales ;
- Contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action de Luanda par l'élaboration et la réalisation de programmes communs ;
- Œuvrer à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA et du Programme intersectoriel de l'UNESCO sur la Culture de la paix ;
- Elargir le réseau à des organisations africaines et non africaines poursuivant les mêmes objectifs

Décidons de :

- Créer un Secrétariat provisoire composé de :
 - FONDATION FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX – COTE D'IVOIRE
 - INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES
 - EDUARDO DOS SANTOS FOUNDATION - ANGOLA
 - CHAIRE UNESCO POUR LA CULTURE DE LA PAIX, LE REGLEMENT DES CONFLITS, LES DROITS DE L'HOMME, LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE (R. D. CONGO)
 - CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LES TRADITIONS ET LES LANGUES – CAMEROUN
 - CENTRE REGIONAL DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LES FEMMES, LE GENRE ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX DANS LA REGION DES GRANDS LACS – R. D. CONGO

- CHAIRE UNESCO POUR LA CULTURE DE LA PAIX - COTE D'IVOIRE
- UNIVERSITY OF PEACE - AFRICA
- PEACE RESEARCH INSTITUTE - SUDAN
- CAIRO REGIONAL CENTER FOR TRAINING ON CONFLICT RESOLUTION AND PEACE KEEPING IN AFRICA – EGYPT -
- GUIDANCE, COUNSELLING AND YOUTH DEVELOPMENT CENTRE FOR AFRICA - MALAWI
- CENTER FOR PEACE AND DEVELOPMENT STUDIES – SOUTH SUDAN

- Ayant pour mandat de:

- élaborer le Rapport de la réunion de création du réseau,
- étudier les statuts juridiques appropriés,
- préparer la première réunion d'installation du réseau

Addis Abeba, 20 Septembre 2013

